
PROJET DE TRAITÉ DE TRANSFORMATION TRANSFRONTALIÈRE

*Conformément à l'article 86 quinquies de la Directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 modifiant la Directive (UE) 2017/1132 du 14 juin 2017 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières (la « **Directive Mobilité** »)*

Telle que transposée en droit français par l'ordonnance n° 2023-393 du 24 mai 2023 et le décret d'application n° 2023-430 du 2 juin 2023

Concernant la transformation transfrontalière avec maintien de la personnalité morale et le transfert simultané du siège statutaire et de l'administration centrale

DE

ATARI S.A.

Laquelle, en vue de sa transformation transfrontalière, a adopté le présent projet régissant ladite transformation transfrontalière

En date du 2 avril 2026

TABLE DES MATIERES

1.	DESCRIPTION DE LA TRANSFORMATION	4
2.	PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE APRES LA TRANSFORMATION.....	5
3.	CALENDRIER INDICATIF ET REALISATION DE LA TRANSFORMATION.....	10
4.	DROITS ET AVANTAGES PARTICULIERS.....	13
5.	DROIT DE RETRAIT ET EXPERT INDEPENDANT	14
6.	GARANTIES OFFERTES AUX CREANCIERS.....	16
7.	EFFETS DE LA TRANSFORMATION SUR L'EMPLOI.....	17
8.	INFORMATIONS SUR LA PROCEDURE DE DETERMINATION DES DROITS DE PARTICIPATION	17
9.	OBSERVATIONS DES ACTIONNAIRES, CREANCIERS ET SALARIES.....	17
10.	REGIME FISCAL	17
11.	CONDITIONS SUSPENSIVES.....	18
12.	DIVERS	19

PRÉAMBULE :

- (A) Atari S.A. est une société anonyme actuellement immatriculée en France, dont le siège social est situé au 54-56 Avenue Hoche, 75008 Paris, France, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 341 699 106 (la « **Société** »).
- (B) Conformément aux articles 86 quinquies et suivants de la Directive (UE) 2017/1132 (telle que modifiée par la Directive (UE) 2019/2121 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières), telle que transposée aux articles L. 236-50 à L. 236-53 et R. 236-39 à R. 236-40 du Code de commerce, Atari S.A. envisage d'effectuer une transformation transfrontalière par laquelle elle sera transformée, sans être dissoute ou mise en liquidation, en une société anonyme de droit luxembourgeois, et transférera son siège social statutaire et son administration centrale au Grand-Duché de Luxembourg, tout en conservant sa personnalité juridique (la « **Transformation** »).
- (C) Cette Transformation est soumise au régime applicable aux fusions transfrontalières, tel que prévu aux articles L. 236-31 à L. 236-45 et R. 236-20 à R. 236-34 du Code de commerce, dans la mesure où ces dispositions ne sont pas contraires aux articles L. 236-50 à L. 236-53 et R. 236-39 à R. 236-40 du même code. La Transformation est également soumise au Titre X (Des restructurations) de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la « **Loi de 1915** »), et en particulier la Section 1 (Régime général des transformations transfrontalières) et la Section 2 (Des transformations transfrontalières européennes) du Chapitre VI (Des transformations transfrontalières) de la Loi de 1915.
- (D) Le conseil d'administration de la Société (le « **Conseil d'Administration** ») a établi un rapport sur la Transformation à l'attention des actionnaires et des salariés de la Société, qui sera mis à leur disposition, de même que le présent Projet de Transformation (tel que ce terme est défini ci-après), au plus tard 6 semaines avant l'assemblée générale appelée à statuer sur la Transformation (l'« **Assemblée Générale** »), conformément aux dispositions des articles L. 236-36 et R. 236-24 du Code de commerce.
- (E) En conséquence, la Société a, conformément à l'article R. 236-40 du Code de commerce, arrêté le présent projet de transformation transfrontalière (le « **Projet de Transformation** »).

1. DESCRIPTION DE LA TRANSFORMATION

1.1 Principales caractéristiques de la Société avant la Transformation

1.1.1 La Société est une société anonyme de droit français, dont le siège social est situé au 54-56 Avenue Hoche, 75008 Paris (France). La Société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 341 699 106.

1.1.2 La Société est une société de divertissement interactif et une marque emblématique de l'industrie du jeu vidéo, mondialement reconnue pour ses produits multiplateformes, ses divertissements interactifs et ses produits sous licence. Le groupe auquel appartient la Société possède et/ou gère un portefeuille de plus de 400 jeux et franchises uniques, dont des marques de renommée mondiale telles que Asteroids®, Centipede®, Missile Command®, Pong® et RollerCoaster Tycoon®. L'ensemble du groupe Atari comprend les développeurs de jeux Digital Eclipse et Nightdive Studios, le label d'édition Infogrames et les sites communautaires AtariAge et MobyGames.

1.1.3 La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris, c'est-à-dire jusqu'au 15 juillet 2086, sauf les cas de dissolution anticipée ou prorogation par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

1.1.4 Conformément à ses statuts, la Société a pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- la conception, la production, l'édition et la diffusion de tous produits et œuvres multimédia et audiovisuels, notamment de loisirs, quelle qu'en soit la forme et notamment sous forme de logiciels, de traitement de données ou de contenu - interactif ou non -, sur tout support et à travers tout mode de communication actuel ou futur ;
- l'achat, la vente, la fourniture et plus généralement la diffusion de tous produits et services en liaison avec l'objet ci-dessus ;
- la création, l'acquisition, l'exploitation et la gestion de droits de propriété intellectuelle et industrielle ou autres droits réels ou personnels, notamment par voie de cession, de concession de licences, de brevets, de marques ou autres droits d'usage ;
- l'acquisition, la recherche de partenariats et la prise de participations, quelle qu'en soit la forme et notamment par voie de création, émission, souscription, apport, dans toute activité se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou aux produits et thèmes développés par la Société ;
- et plus généralement toutes opérations quelles qu'elles soient se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes susceptibles de faciliter le développement de la Société.

1.1.5 Au 31 mars 2026, le capital social de la Société s'élève à 5.592.633,74 euros et est divisé en 559.263.374 actions de 0,01 euro de valeur nominale chacune, de même classe et de même catégorie, entièrement souscrites et libérées, et enregistrées auprès d'Euroclear France. Les actions de la Société sont admises à la négociation sur le marché Euronext Growth Paris (Code ISIN FR0010478248, code mnémotechnique ALATA).

1.1.6 Outre ses actions ordinaires, la Société a émis d'autres instruments de capital, liés à des actions en circulation, notamment :

- des obligations convertibles en actions (les « **OCA** »)¹ ;
- des bons de souscription d'actions ;
- des options de souscription ou d'achat d'actions ; et
- des actions gratuites soumises à des conditions de présence (les « **Actions Gratuites** »)

(ensemble, les « **Instruments de Capital** », et les plans régissant ces Instruments de Capital, les « **Plans** »).

- 1.1.7 La Société est gérée par un conseil d'administration composé de quatre membres (comprenant actuellement un administrateur indépendant), qui définit son orientation stratégique et veille à sa mise en œuvre (le « **Conseil d'Administration** »). Le Conseil d'Administration a mis en place un comité d'audit et un comité des rémunérations qui ont tous un rôle consultatif conformément au droit français. De plus, des comités spéciaux du Conseil d'Administration peuvent être créés ad hoc pour l'assister sur des projets spéciaux ou d'autres sujets, comme des opérations de fusions-acquisitions ou d'autres projets stratégiques. La gestion de la Société est assurée par le directeur général, qui agit en tant que représentant légal de la Société, et qui est assisté par d'autres dirigeants, dont le directeur financier (*chief financial officer*).
- 1.1.8 L'exercice social de la Société débute le 1^{er} avril et se termine le 31 mars de chaque année civile.
- 1.1.9 La Société n'est pas en état d'insolvabilité et n'est actuellement soumise à aucune procédure collective ni à aucune autre mesure préventive telle que le mandat ad hoc, la conciliation ou toute autre procédure similaire.

1.2 Transformation de la Société

- 1.2.1 Conformément aux articles L. 236-50 et suivants du Code de commerce, la Société entend transférer son siège social statutaire et son administration centrale sans être dissoute ou mise en liquidation, de la France vers le Grand-Duché de Luxembourg, et convertir la forme juridique de la Société en société anonyme de droit luxembourgeois, tout en conservant sa personnalité juridique. Il est entendu qu'à cette fin, et à l'issue de la Transformation, la Société sera soumise aux dispositions légales applicables à une société anonyme de droit luxembourgeois, y compris la Loi de 1915.

2. **PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE APRES LA TRANSFORMATION**

2.1 Droit applicable

La transformation de la Société en société anonyme de droit luxembourgeois et le transfert du siège social statutaire et de l'administration centrale de la Société au Grand-Duché de Luxembourg entraîneront un changement de nationalité de la Société, qui sera alors régie par le droit luxembourgeois, sans dissolution ou mise en liquidation, tout en conservant sa personnalité juridique, à compter de la Date de Réalisation (tel que ce terme est défini ci-après).

2.2 Siège social statutaire et administration centrale

Le siège social statutaire et l'administration centrale de la Société seront transférés au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

¹ La Société a émis des OCA pour un montant global d'environ 30 millions d'euros. Au 2 avril 2026, le nombre total d'OCA en circulation était de 199.154.659 OCA.

2.3 Statuts de la Société

2.3.1 Par suite de la Transformation, la Société deviendra une société anonyme de droit luxembourgeois et sera régie par les statuts figurant en Annexe 1 (les « Statuts »), tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale.

2.3.2 Les statuts d'une société anonyme luxembourgeoise comprennent notamment des stipulations relatives à :

- (a) la forme juridique de la société ;
- (b) la dénomination sociale ;
- (c) l'objet social ;
- (d) la commune où se situe le siège social ;
- (e) le montant du capital souscrit et du capital autorisé (le cas échéant) ;
- (f) les actions (y compris les éventuelles catégories d'actions), les droits qui y sont attachés et leurs caractéristiques ;
- (g) la forme des actions (nominatives, au porteur ou dématérialisées) ;
- (h) le cas échéant, le nombre de titres ou d'actions ne faisant pas partie du capital social, et les droits qui y sont attachés ;
- (i) les règles qui déterminent le nombre et le mode de désignation des membres des organes chargés de la représentation à l'égard des tiers, de l'administration, de la direction, de la surveillance ou du contrôle de la société ; et les règles qui déterminent la répartition des compétences entre ces organes si elles dévient de la loi ; et
- (j) la durée de la société.

2.4 Capital social de la Société

2.4.1 Conformément au droit luxembourgeois, les Statuts soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale, et qui entreront en vigueur à compter de la Date de Réalisation, prévoiront notamment (a) un capital social autorisé, excluant le capital social émis et en circulation à la Date de Réalisation, fixé à un montant égal à quinze millions d'euros (15.000.000 €), lequel se compose d'un nombre d'actions égal à ce capital social autorisé divisé par la valeur nominale par action de deux (2) euros ; (b) une autorisation donnée au Conseil d'Administration, pour une durée de cinq ans à compter de la Date de Réalisation, (i) d'émettre de nouvelles actions, avec ou sans prime d'émission, ayant les mêmes droits que les actions existantes, ainsi que tout droit de souscription et/ou de conversion, y compris des options, des actions gratuites de présence, des actions gratuites de performance, des bons de souscription ou instruments similaires et tout autre instrument convertible, remboursable ou échangeable contre de nouvelles actions, et de limiter ou supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux nouvelles actions conformément à l'article 420-26(5) de la Loi de 1915 ; et (ii) de procéder à une allocation gratuite d'actions existantes ou d'actions à émettre dans les limites du capital autorisé.

La Société précise que son capital social actuel, d'un montant de 5.590.829,39 euros, représenté par 559.082.939 actions ordinaires de 0,01 euro de valeur nominale chacune, dépasse le capital social minimum requis pour les sociétés anonymes luxembourgeoises, conformément à l'article 420-1 de la Loi de 1915. Des variations du montant du capital social et du nombre d'actions ordinaires de la Société sont susceptibles d'intervenir entre la date du présent Projet de Transformation et la Date de Réalisation. Les Statuts, tels qu'ils figureront dans le constat établi par le notaire luxembourgeois dans le cadre de la Transformation (le « Constat ») tiendront compte de ces variations et incluront le montant du capital social émis et le nombre d'actions en circulation à la date à laquelle le Constat sera passé par le notaire luxembourgeois. Le nombre d'actions ordinaires et les instruments dilutifs seront ajustés pour tenir compte du regroupement d'actions ayant fait l'objet d'un avis au BALO le 16 mars 2026 et qui

se traduit par un échange de deux cents (200) actions anciennes d'une valeur nominale de 0,01€ contre une (1) action nouvelle d'une valeur nominale de deux (2) euros (le « **Regroupement** »)². Le Regroupement sera effectif avant la Date de Réalisation.

2.4.2 L'Assemblée Générale autorisera et habilitera le Conseil d'Administration ou tout délégué dûment nommé et autorisé par le Conseil d'Administration, agissant à titre individuel avec faculté de substitution et faculté de sous-délégation, au nom et pour le compte de la Société, pour les besoins (i) du Constat, afin notamment de confirmer au notaire luxembourgeois, à la date de son Constat, (x) le nom, l'adresse professionnelle et la durée du mandat des administrateurs de la Société, (y) le montant du capital social émis, le nombre d'actions ordinaires et la valeur nominale de chaque action ordinaire de la Société, afin d'indiquer les montants à jour dans les Statuts en vigueur à compter de la Date de Réalisation, et (z) la réalisation ou la renonciation à toute condition suspensive à la Transformation prévue à l'article 11 des présentes, et (ii) la mise en œuvre de toutes les actions, démarches et formalités et la signature de tous documents, confirmations, constatations, avis, en lien avec la passation du Constat devant le notaire luxembourgeois et la Transformation (la « **Délégation** »).

2.4.3 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, à compter de la date du présent Projet de Transformation jusqu'à la Date de Réalisation, notamment en cas (i) d'exercice des droits accordés au titre des Plans par les bénéficiaires concernés conformément aux conditions de ces Plans, ou (ii) d'annulation des actions auto-détenues de la Société.

2.4.4 À l'exception d'une éventuelle annulation des actions rachetées conformément à l'exercice du Droit de Retrait (tel que ce terme est défini ci-après) prévu à l'article 5.1 des présentes, le nombre d'actions émises par la Société ne sera ni augmenté ni diminué du seul fait de la Transformation.

2.4.5 À la Date de Réalisation, les actions ordinaires demeureront admises à la négociation sur Euronext Growth Paris (sous réserve de l'impact du Regroupement).

2.5 Dénomination sociale et objet social

2.5.1 La dénomination sociale de la Société après la prise d'effet de la Transformation sera « ATARI S.A. ».

2.5.2 À la suite de la Transformation, l'objet social de la Société demeurera substantiellement inchangé et sera le suivant :

- (a) la conception, la production, la publication et la distribution de tous produits et œuvres multimédias et audiovisuels, notamment à des fins de loisirs, sous quelque forme que ce soit, y compris les logiciels, le traitement de données et les contenus — interactifs ou non — sur tout support et par tout moyen de communication actuel ou futur ;
- (b) l'achat, la vente, la fourniture et, plus généralement, la distribution de tous produits et services liés à l'objet social susmentionné ;
- (c) la création, l'acquisition, l'exploitation et la gestion de droits de propriété intellectuelle et industrielle, ou d'autres droits réels ou personnels, notamment par voie de cession, de licence, de brevets, de marques ou d'autres droits d'utilisation ;
- (d) l'acquisition, la détention, la gestion, le développement et la cession de participations et de tout intérêt, au Luxembourg et/ou à l'étranger, dans toutes sociétés et/ou entreprises, sous quelque forme que ce soit. La Société peut, notamment, acquérir par voie de souscription, d'achat et

² Les actionnaires sont invités à se rapprocher de leur conseil fiscal habituel quant aux conséquences du Regroupement sur leur situation individuel.

d'échange ou de toute autre manière, toutes actions, parts et autres titres de participation, obligations, bons, certificats de dépôt et autres instruments de dette et, plus généralement, tous titres et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger, et notamment, mais sans s'y limiter, dans des entités actives dans le secteur financier et/ou technologique. Elle peut participer à la création et au contrôle de toute société et/ou entreprise. Elle peut également investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de toute nature ou origine.

2.6 Actifs de la Société et transfert d'actifs

2.6.1 La Société, après sa Transformation, restera propriétaire de ses actifs et passifs existants à la Date de Réalisation de la Transformation, sans aucune restriction ni interruption.

2.6.2 Conformément à l'article L. 236-51 du Code de commerce, à la Date de Réalisation :

- (a) tous les actifs et passifs détenus immédiatement avant la Date de Réalisation resteront ceux de la Société après la Date de Réalisation ;
- (b) les actionnaires de la Société immédiatement avant la Date de Réalisation demeureront actionnaires de la Société après la Transformation, à moins qu'ils n'aient voté contre la Transformation en Assemblée Générale et aient décidé d'exercer leur Droit de Retrait et, par conséquent, cédé leurs actions ; et
- (c) les droits et obligations de la Société en vertu du contrat de travail existant immédiatement avant la Date de Réalisation restera inchangé à compter de la Date de Réalisation.

2.6.3 La Société poursuivra ses activités en vertu du droit luxembourgeois après la Transformation et sera inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg conformément au droit luxembourgeois.

2.7 Durée de l'exercice social de la Société

L'exercice social de la Société restera inchangé et débutera donc le 1^{er} avril et se terminera le 31 mars de chaque année civile. La durée de l'exercice social de la Société au cours duquel la Transformation prendra effet restera inchangée et ne sera pas interrompue à la suite de la Transformation. À compter de l'exercice social au cours duquel la Transformation prendra effet, la Société préparera ses comptes annuels conformément au droit luxembourgeois.

2.8 Gouvernance de la Société

2.8.1 À compter de la Date de Réalisation, la Société continuera de disposer d'un conseil d'administration, dont le fonctionnement sera régi par les Statuts et les dispositions des articles 441-1 à 441-13 de la Loi de 1915. En vertu du droit luxembourgeois, le Conseil d'Administration a le pouvoir de prendre toutes les mesures nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception des pouvoirs réservés par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale.

2.8.2 Les mandats des administrateurs en fonction immédiatement avant la Date de Réalisation se poursuivront et resteront pleinement en vigueur à compter de la Date de Réalisation. L'Assemblée Générale autorisera et habilitera le Conseil d'Administration ou tout délégué dûment nommé et autorisé par le Conseil d'Administration, agissant à titre individuel avec faculté de substitution et de sous-délégation, au nom et pour le compte de la Société, aux fins de la passation du Constat par le notaire luxembourgeois dans le cadre de la Transformation, à confirmer au notaire luxembourgeois, à la date de passation du Constat, certaines informations sur les administrateurs de la Société, en ce inclus le nom, l'adresse professionnelle et la durée de leurs mandats.

- 2.8.3 Les règles relatives à la composition et à la nomination des membres du Conseil d'Administration à compter de la Date de Réalisation resteront substantiellement similaires à celles en vigueur avant la Transformation, telles que définies dans les statuts actuels de la Société. En particulier, le Conseil d'Administration continuera d'être composé d'au moins trois membres nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour un mandat renouvelable de 6 ans au maximum. Conformément à la pratique actuelle, il est également prévu que le Conseil d'Administration maintienne le comité d'audit et le comité de rémunération.
- 2.8.4 En vertu de la loi luxembourgeoise, les statuts peuvent autoriser le Conseil d'Administration à déléguer ses pouvoirs de gestion à un comité de direction ou à un directeur général, étant précisé que cette délégation ne pourra porter sur la politique générale de la Société ni sur toutes les actions réservées au Conseil d'Administration en vertu d'autres dispositions légales. Si un comité de direction ou un directeur général est nommé, le Conseil d'Administration est chargé de sa supervision. Ainsi, dès la Date de Réalisation, les Statuts autoriseront le Conseil d'Administration à déléguer ses pouvoirs de gestion à un ou plusieurs de ses membres ou à un ou plusieurs tiers, qui constitueront alors un comité de direction, ou à une seule personne, membre du Conseil d'Administration ou tiers, qui sera dénommée directeur général.
- 2.8.5 En vertu du droit luxembourgeois, la gestion quotidienne des activités de la Société et le pouvoir de représenter la Société à cet égard peuvent être délégués à un ou plusieurs administrateurs, directeurs ou autres agents, agissant soit individuellement, soit conjointement. Ainsi, dès la Date de Réalisation, et conformément aux Statuts, le Conseil d'Administration sera également habilité à déléguer les pouvoirs de gestion journalière à un ou plusieurs administrateurs, directeurs ou autres agents, agissant soit individuellement, soit conjointement, aux fins d'exercer les activités de gestion journalière de la Société, ces personnes étant désignées sous le nom de délégués à la gestion journalière.
- 2.8.6 Les dirigeants et les membres du conseil d'administration de la Société en fonction immédiatement avant la Date de Réalisation resteront en place après la réalisation de la Transformation. À la suite de la Transformation, le Conseil d'Administration se réunira aux fins, entre autres, (i) de déléguer les pouvoirs de directeur général, conformément à la Loi de 1915 et aux Statuts, au directeur général de la Société en fonction immédiatement avant la Date de Réalisation et (ii) de déléguer la gestion journalière de la Société à un administrateur de la gestion journalière de la Société, conformément à la Loi de 1915 et aux Statuts.
- 2.9 Commissaires aux comptes
- 2.9.1 Le mandat de Deloitte et Associés, actuel commissaire aux comptes de la Société, prendra automatiquement fin à la Date de Réalisation en raison de la Transformation.
- 2.9.2 L'Assemblée Générale statuera sur la nomination de Deloitte Audit S.à r.l., Société à responsabilité limitée 20 Boulevard de Kockelscheuer L-1821 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B67895, en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société avec effet à la Date de Réalisation, pour un mandat expirant à la date de l'assemblée générale annuelle de la Société appelée à statuer sur les comptes qui se clôtureront le 31 mars 2027.
- 2.10 Conflit d'intérêts
- Le régime régissant les conventions réglementées tel que prévu par la loi du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées et portant transposition de la Directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées ne s'applique pas aux sociétés anonymes dont les actions ne sont pas admises à la négociation sur un marché réglementé établi ou géré

dans un État membre de l'Union européenne. Cependant, le droit luxembourgeois exige que tout administrateur qui a un intérêt financier direct ou indirect en conflit avec celui de la Société dans une opération soumise à l'approbation du Conseil d'Administration en informe le Conseil d'Administration et fasse consigner cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Cet administrateur ne peut pas prendre part au vote. Lors de l'assemblée générale suivante, avant que toute autre résolution ne soit mise au vote, un rapport spécial doit être présenté sur toute opération dans laquelle l'un des administrateurs aurait pu avoir un intérêt contraire à celui de la Société.

3. CALENDRIER INDICATIF ET REALISATION DE LA TRANSFORMATION

3.1 Calendrier indicatif

3.1.1 La réalisation et l'entrée en vigueur de la Transformation sont soumises, entre autres, à certaines exigences légales et réglementaires et au calendrier indicatif suivant, étant précisé que les dates incluses dans le calendrier ne sont qu'indicatives et ne constituent pas un engagement contraignant de la part de la Société. Elles sont, à ce titre, susceptibles d'être modifiées.

Etape	Réf.	Date estimée
Mise à disposition (i) du rapport du Conseil d'Administration sur la Transformation aux actionnaires, salariés et porteurs d'OCA, (ii) du Rapport de l'Expert Indépendant (tel que ce terme est défini ci-après), (iii) du rapport que le Conseil d'Administration présentera à l'Assemblée Générale, détaillant les raisons de la limitation ou de la suppression des droits préférentiels de souscription aux actions nouvellement émises dans le cadre du capital autorisé à compter de la Date de Réalisation	Art. L. 236-36, L. 236-37 et R. 236-24 C.com.	2 avril 2026
Dépôt auprès du greffe du Tribunal des Activités Économiques de Paris du présent Projet de Transformation et de l'avis relatif au Projet de Transformation, en vue de leur publication dans un journal d'annonces légales (« JAL ») et au Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales (« BODACC »)	Art. L. 236-6, L. 236-35 et R. 236-22 C.com., la dernière de ces publications déclenchant le délai d'opposition de trois mois pour les créanciers conformément à l'art. R. 236-34, al. 1 C.com.	3 avril 2026
Approbation de la Transformation par l'assemblée des porteurs d'OCA à la majorité des deux tiers des porteurs présents ou représentés	Art. L. 228-98 et L. 228-103 C.com.	5 mai 2026 <i>sur première convocation et, à défaut de quorum, 27 mai 2026 sur seconde convocation</i>
Approbation de la Transformation par l'Assemblée Générale à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés	Art. L. 236-52 C.com.	27 mai 2026
Le cas échéant, publication par la Société de l'offre de remboursement des OCA, à défaut de quorum sur seconde	Art. L. 228-72 et R. 228-79 C.com., cette	3 juin 2026

Etape	Réf.	Date estimée
convocation ou d'approbation de la Transformation par les porteurs d'OCA	publication déclenchant un délai de trois mois au bénéfice des porteurs d'OCA pour accepter l'offre	
Le cas échéant, exercice par les Actionnaires Dissidents de la Société de leur Droit de Retrait (dans les 10 jours de l'Assemblée Générale)	Art. L. 236-40 C.com.	Jusqu'au 6 juin mai 2026
Le cas échéant, Offre de Retrait de la Société aux Actionnaires Dissidents (tels que ces termes sont définis ci-après), dans les 10 jours suivants la réception de la demande du Droit de Retrait	Art. R. 236-26, II C. com.	Jusqu'au 16 juin 2026
Le cas échéant, acceptation ou contestation de l'Offre de Retrait par les Actionnaires Dissidents (délai de 10 jours à compter de la réception de l'Offre de Retrait)	Art. R. 236-26, II C. com.	Jusqu'au 26 juin 2026
Réunion du Conseil d'Administration ou décision du Président-Directeur général, le cas échéant, afin de constater la réalisation ou, le cas échéant, la renonciation à certaines des conditions suspensives de la Transformation ³	N/A	6 juillet 2026
Dépôt auprès du greffe du Tribunal des Activités Économiques de Paris de tous les documents relatifs à la Transformation, y compris le procès-verbal de l'Assemblée Générale approuvant la Transformation, en vue d'obtenir le certificat de conformité qui sera délivré par ledit greffe dans un délai initial de trois mois suivant ce dépôt	Art. L. 236-42, R. 236-29 et R. 236-30 C.com.	6 juillet 2026
Obtention et transmission du certificat de conformité délivré par le Tribunal des Activités Économiques de Paris via l'interconnexion des registres à l'autorité compétente au Luxembourg afin que cette dernière procède au contrôle de légalité	Art. L. 236-42 IV et R. 236-30 C. com.	23 juillet 2026 ⁴
Contrôle de légalité, décision du délégué du Conseil d'Administration confirmant la réalisation de la Transformation, et signature du Constat par le notaire luxembourgeois et notariation des Statuts tels qu'adoptés par l'Assemblée Générale ⁵	Art. 1062-13 de la Loi de 1915	27 juillet 2026 (la Date de Réalisation)
Réunion du Conseil d'Administration aux fins, entre autres, de (i) constater la date effective de la Transformation et (ii) déléguer les pouvoirs de directeur général au directeur général de la Société en fonction immédiatement avant la	Art. 441-11 et 442-8 de la Loi de 1915	27 juillet 2026

³ En supposant qu'il n'y ait pas de contestation du Prix de Sortie.

⁴ La vérification de conformité est réalisée dans un délai de trois mois et peut être prolongée à la demande du greffe pour une durée supplémentaire de trois mois, puis d'un mois supplémentaire, qui peut également être prolongé d'un mois (c'est-à-dire pour une durée totale maximale de huit mois), en fonction de la diligence du greffe et des difficultés rencontrées au cours du processus.

⁵ Le contrôle de légalité effectué par le notaire luxembourgeois consiste à obtenir le certificat de conformité et à vérifier que toutes les formalités au Grand-Duché de Luxembourg ont été correctement accomplies. Le notaire luxembourgeois s'assure notamment que la Société respecte les dispositions légales luxembourgeoises relatives à la constitution et à l'enregistrement d'une société anonyme luxembourgeoise.

Etape	Réf.	Date estimée
Date de Réalisation et (iii) prendre acte de la continuation des mandants des administrateurs de la Société		
Dépôt du Constat auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg et publication dans le RESA ⁶	Art. 1062-14 de la Loi de 1915, et le Titre I, Chapitre V bis de la loi du 19 décembre 2002 telle que modifiée, relative au registre du commerce et des sociétés et à la comptabilité et aux comptes annuels des sociétés	30 juillet 2026
Radiation de la Société du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris dès réception de la notification du greffier du RCS indiquant que la Transformation a pris effet	Art. R. 123-74-1 C. com.	À partir du 30 juillet 2026
Le cas échéant, délai pour les porteurs des OCA pour accepter l'offre de remboursement des OCA	Art. L. 228-72 et R. 228-79 C.com.	Jusqu'au 1 ^{er} septembre 2026
Paiement du Droit de Retrait en numéraire aux Actionnaires Dissidents ayant exercé leur Droit de Retrait	Art. R. 236-27 C. com.	Jusqu'au 27 septembre 2026

3.2 Date de Réalisation de la Transformation

- 3.2.1 Conformément aux dispositions de l'article 1062-14 de la Loi de 1915, la Transformation (i) prendra effet après achèvement du contrôle de légalité à la date de la passation du Constat dans lequel le notaire luxembourgeois constate la Transformation (la « **Date de Réalisation** ») et (ii) sera opposable aux tiers à compter de la date de publication du Constat dans le RESA.
- 3.2.2 La date d'entrée en vigueur de la Transformation sur les plans juridique, fiscal et comptable sera la Date de Réalisation.

⁶ Recueil Électronique des Sociétés et Associations.

4. DROITS ET AVANTAGES PARTICULIERS

4.1 Droits et avantages particuliers accordés aux actionnaires et/ou aux détenteurs d'instruments de capital autres que des actions représentant le capital, ou mesures proposées à l'égard de ces détenteurs d'instruments de capital

4.1.1 Actionnaires

- (a) Aucun actionnaire ne bénéficie ou n'a de droits particuliers à l'encontre de la Société.
- (b) Aucun droit ni privilège spécial particulier ne sera accordé aux actionnaires de la Société à l'issue de la Transformation.
- (c) Les actions ordinaires de la Société demeureront cotées sur Euronext Growth Paris à compter de la Date de Réalisation, sous réserve de l'impact résultant du Regroupement.

La réalisation de cette opération est envisagée d'ici juillet 2026.

4.1.2 Bénéficiaires des Instruments de Capital

- (a) Les droits attachés aux OCA, ainsi que les termes et conditions de ces instruments, demeureront inchangés à l'issue de la Transformation sous réserve de l'impact résultant du Regroupement. La protection des détenteurs des OCA émises avant la Date de Réalisation sera maintenue conformément aux conditions générales énoncées dans les plans d'attribution concernés et aux lois françaises applicables. Lors de la conversion des OCA après la Date de Réalisation, le Conseil d'Administration aura le pouvoir d'attribuer des actions existantes ou d'émettre de nouvelles actions dans la limite du capital social autorisé créé en vertu des Statuts, selon les mêmes modalités et conditions que celles énoncées dans les plans d'attribution concernés.

Conformément aux termes et conditions des OCA, la Société consultera l'assemblée générale des porteurs d'OCA, laquelle sera appelée à se prononcer sur l'approbation de la Transformation, à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les porteurs présents ou représentés⁷.

Dans l'hypothèse où (i) les porteurs d'OCA n'approuveraient pas la Transformation, ou (ii) le quorum du quart des OCA ayant droit de vote ne serait pas réuni sur première convocation, ou (iii) le quorum du cinquième des OCA ayant droit de vote ne serait pas réuni sur seconde convocation, la Société proposera aux porteurs le remboursement des OCA en numéraire, pour un montant égal à leur valeur nominale, augmenté des intérêts courus depuis la dernière date de paiement des intérêts (inclusive) jusqu'à la date effective de remboursement (exclusive)⁸.

- (b) Les droits attachés aux options de souscription ou d'achat d'actions, ainsi que les termes et conditions de souscription ou d'achat d'actions lors de l'exercice de ces options, demeureront inchangés à l'issue de la Transformation sous réserve de l'impact résultant du Regroupement. La protection des détenteurs des options de souscription ou d'achat d'actions émises avant la Date de Réalisation sera maintenue conformément aux conditions générales énoncées dans les plans d'attribution concernés et aux lois françaises applicables. Lors de l'exercice des options de

⁷ Irata LLC, qui détient plus de 10 % des actions ordinaires composant le capital social de la Société, ne pourra voter à l'assemblée générale des porteurs d'OCA avec les OCA qu'elle détient (représentant environ 98 % des OCA émises par la Société), en application de l'article L. 228-61 du Code de commerce.

⁸ Il est rappelé qu'Irata LLC, qui détient approximativement 98 % des OCA, a d'ores et déjà accepté de ne pas requérir le remboursement de ses OCA, comme indiqué dans le communiqué de presse de la Société en date du 17 février 2026, disponible sur le site de la Société (<https://atari-investisseurs.fr/communiqués-de-presse>).

souscription ou d'achat d'actions après la Date de Réalisation, le Conseil d'Administration aura le pouvoir d'attribuer des actions existantes ou d'émettre de nouvelles actions dans la limite du capital social autorisé créé en vertu des Statuts, selon les mêmes modalités et conditions que celles énoncées dans les plans d'attribution concernés.

- (c) Les droits attachés aux Actions Gratuites resteront inchangés à l'issue de la Transformation sous réserve de l'impact résultant du Regroupement. Lors de l'acquisition de ces Actions Gratuites après la Date de Réalisation, le Conseil d'Administration aura le pouvoir d'attribuer des actions existantes ou d'émettre de nouvelles actions dans la limite du capital social autorisé créé en vertu des Statuts, selon les mêmes modalités et conditions que celles énoncées dans les plans d'Actions Gratuites.
- (d) Il est précisé que lors de l'exercice de leurs droits au titre des Plans (i) avant la Date de Réalisation, les bénéficiaires recevront des actions de la Société sous sa forme actuelle, qui deviendront des actions de la Société en tant que société anonyme luxembourgeoise à compter de la Date de Réalisation de la Transformation, et (ii) à compter de la Date de Réalisation, les bénéficiaires recevront des actions de la Société en tant que société anonyme luxembourgeoise.

4.2 Droits et avantages particuliers accordés aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle

La Société n'a accordé aucun avantage particulier à aucun membre de son Conseil d'Administration, et aucun droit ou privilège ne sera accordé aux dirigeants de la Société dans sa forme juridique de société anonyme luxembourgeoise en conséquence de la Transformation ou à la suite de celle-ci.

5. **DROIT DE RETRAIT ET EXPERT INDEPENDANT**

5.1 Exercice du Droit de Retrait

- 5.1.1 Le Droit de Retrait ne peut être exercé que par les détenteurs d'actions ordinaires de la Société.
- 5.1.2 Il est rappelé que les articles L. 236-40, R. 236-21, 13° et R. 236-25 à R. 236-28 du code de commerce permettent (i) aux actionnaires de la Société ayant voté contre la Transformation à l'Assemblée Générale, (ii) aux porteurs d'actions sans droit de vote, et (iii) aux actionnaires dont les droits de vote sont temporairement suspendus, de céder leurs actions ordinaires contre paiement en numéraire si la Transformation a pour effet qu'ils détiendront, à l'issue de l'opération, des actions dans une société régie par les lois d'un autre État membre de l'UE (le « **Droit de Retrait** »).
- 5.1.3 Le Droit de Retrait peut être exercé comme suit :
 - (a) les détenteurs d'actions ordinaires de la Société habilités à exercer leur Droit de Retrait conformément à l'article 5.1.2 ci-dessus doivent envoyer une demande de retrait à la Société couvrant la totalité, et non moins que la totalité, des actions ordinaires qu'ils détiennent à la date de la demande de retrait, en remplissant le formulaire d'exercice du Droit de Retrait qui est disponible sur la page investisseurs du site Internet de la Société à l'adresse suivante : <https://atari-investisseurs.fr> et en soumettant le formulaire complété à la Société, 54-56 avenue Hoche, 75008 Paris, ou par Internet à l'adresse suivante investisseur@atari-sa.com, dans les 10 jours suivant l'Assemblée Générale ;
 - (b) dans les 10 jours suivant la réception d'une demande de retrait valide émanant d'un détenteur d'actions ordinaires de la Société (un « **Actionnaire Dissident** »), la Société doit envoyer à l'Actionnaire Dissident une offre (l'« **Offre de Retrait** ») fixant le Prix de Sortie (tel que ce terme est défini ci-après), le mode de paiement proposé et la période pendant laquelle l'Offre de Retrait reste ouverte, qui ne peut être inférieure à 10 jours à compter de la réception de l'Offre de Retrait

par l'Actionnaire Dissident (la « **Période d'Offre** ») ;

- (c) pendant la Période d'Offre, les Actionnaires Dissidents peuvent accepter l'Offre de Retrait selon les mêmes modalités qu'au point (a) ci-dessus, ou contester le Prix de Sortie. Les Actionnaires Dissidents qui n'acceptent pas l'Offre de Retrait pendant la Période d'Offre sont réputés avoir refusé l'Offre de Retrait et conservent leurs actions ;
- (d) toute contestation du Prix de Sortie doit être portée devant le Tribunal des Activités Économiques de Paris, et la Société et le ou les Actionnaires Dissidents contestataires choisiront conjointement, ou, à défaut d'accord, le tribunal compétent choisira, sans possibilité d'appel, un expert indépendant chargé de réévaluer le Prix de Sortie (le « **Deuxième Expert Indépendant** »), dont l'évaluation sera définitive et sans appel. Tout éventuel complément de prix déterminé par le Deuxième Expert Indépendant s'appliquera à tous les Actionnaires Dissidents ;
- (e) si un Actionnaire Dissident vend des actions ordinaires de la Société avant la Date de Réalisation, ces actions ordinaires ne seront pas rachetées par la Société, étant précisé que si cet Actionnaire Dissident rachète des actions ordinaires et les détient à la Date de Réalisation, elles seront remboursées et rachetées en numéraire à concurrence du nombre d'actions pour lesquelles le Droit de Retrait a été initialement et valablement exercé ;
- (f) chaque action ordinaire pour laquelle le Droit de Retrait est valablement exercé sera rachetée par la Société dans les deux mois suivant la Date de Réalisation, la Société pouvant décider de se substituer tout tiers ou actionnaire existant de son choix.

5.1.4 Il est rappelé que le Droit de Retrait n'a pas d'effet suspensif sur la réalisation de la Transformation.

5.1.5 Il est expressément précisé que les Offres de Retrait seront conditionnées à la réalisation effective de la Transformation, à défaut de laquelle toute Offre de Retrait et toute acceptation échangée entre la Société et les Actionnaires Dissidents deviendront automatiquement caduques et seront réputées nulles et non avenues.

5.1.6 Sous réserve de l'article 5.1.5 ci-dessus, chaque action ordinaire pour laquelle le Droit de Retrait est valablement exercé sera rachetée par la Société en numéraire, par virement, dans les deux mois suivant la Date de Réalisation. Après le rachat, ces actions ordinaires deviendront des actions propres de la Société.

5.2 Prix de Sortie – Méthodologie d'évaluation retenue

5.2.1 Conformément à l'article R. 236-26 du code de commerce, la Société a déterminé que ses actions ordinaires pour lesquelles le Droit de Retrait est valablement exercé seront rachetées au prix de douze centimes d'euros (0,12 €) par action avant Regroupement (le « **Prix de Sortie** »), soit un prix de vingt-quatre euros (24,00 €) par action post-Regroupement.

5.2.2 La méthode d'évaluation retenue par la Société pour déterminer le Prix de Sortie est la moyenne pondérée du cours des actions de la Société sur Euronext Growth pendant les 20 jours calendaires précédant le 17 février 2026, correspondant à la date du communiqué de presse annonçant l'intention de la Société de procéder à la Transformation (afin de ne pas tenir compte de l'impact de cette annonce sur le cours, conformément à l'article L. 236-37 du code de commerce).

5.2.3 Le montant du Prix de Sortie a fait l'objet d'une appréciation par l'Expert Indépendant, comme indiqué dans le Rapport de l'Expert Indépendant mis à disposition des actionnaires conformément aux articles L. 236-10 et L. 236-37 du Code de commerce applicables par renvoi de l'article L. 236-50 du même code, et comme détaillé à l'article 5.3 ci-après.

5.2.4 À l'exception de la détermination du Deuxième Expert Indépendant le cas échéant, le Prix de Sortie ne fera l'objet d'aucun ajustement entre la date des présentes et la Date de Réalisation.

5.3 Expert Indépendant

5.3.1 Le 24 février 2026, le président du Tribunal des Activités Économiques de Paris a nommé Monsieur Thomas Hachette de Sorgem Evaluation SASU, domiciliée professionnellement au 11, rue Leroux, 75116 Paris et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 509 622 031, en qualité de commissaire à la transformation transfrontalière (ci-après dénommé l' « **Expert Indépendant** »).

5.3.2 Conformément aux articles L. 236-10 et L. 236-37 du code de commerce, applicables par renvoi de l'article L. 236-50 du même code, l'Expert Indépendant est chargé de préparer un rapport écrit à l'intention des actionnaires décrivant notamment (i) la ou les méthodes utilisées pour déterminer le Prix de Sortie dans le cadre du Droit de Retrait, (ii) le caractère adéquat de la ou les méthodes, et (iii) les difficultés particulières d'évaluation s'il en existe (le « **Rapport de l'Expert Indépendant** »).

5.3.3 Dans l'exercice de ses fonctions, l'Expert Indépendant a eu accès à tous les documents qu'il jugeait nécessaires, a procédé à toutes les vérifications nécessaires et a entendu toute personne dont le témoignage lui semblait nécessaire.

5.3.4 Le Rapport de l'Expert Indépendant a été établi conformément aux dispositions légales du Code de commerce et est à la disposition des actionnaires au siège social de la Société et sur la page investisseurs du site Internet de la Société à l'adresse suivante : <https://atari-investisseurs.fr>.

6. **GARANTIES OFFERTES AUX CREANCIERS**

6.1 La Transformation ne devrait pas, en soi, entraîner de modification des droits des créanciers de la Société. Les créanciers dont les créances sont antérieures à la Transformation conserveront tous leurs droits à l'égard de la Société et de ses actionnaires après la réalisation de la Transformation. Les modalités de leurs contrats resteront inchangées (y compris la loi applicable) et resteront en vigueur sous une forme inchangée.

6.2 Les créanciers conserveront également le bénéfice des sûretés qui leur ont été accordées (le cas échéant) avant la réalisation de la Transformation (sauf stipulation contraire dans le ou les contrats sous-jacents constituant ces sûretés).

6.3 Conformément aux dispositions de l'article L. 236-15 du code de commerce, applicable par renvoi de l'article L. 236-50 du même code, la Société faisant l'objet d'une transformation transfrontalière reste responsable envers les créanciers dont les créances sont nées avant la date de publication du présent Projet de Transformation et ne sont pas encore échues à la date de cette publication.

6.4 Conformément à l'article R. 236-34 du code de commerce, les créanciers de la Société disposent d'un délai de trois (3) mois à compter de la date de la mise à disposition du Projet de Transformation sur le site internet de la Société pour former opposition et exiger le remboursement ou des garanties pour le remboursement des créances nées avant la publication du Projet de Transformation.

6.5 Dans ce cas, une décision judiciaire rejette l'opposition du créancier ou ordonne le remboursement de la créance ou la fourniture de garanties si celles-ci sont proposées par la Société et jugées suffisantes.

6.6 Si la décision judiciaire n'est pas exécutée par la Société, la Transformation ne sera pas opposable à ce créancier, conformément aux dispositions de l'article L. 236-15 du code de commerce applicable par renvoi des articles L. 236-31 et R. 236-34 du même code.

6.7 Une opposition formée par un créancier n'a pas d'effet suspensif sur la Transformation, conformément à l'article L. 236-15 du code de commerce.

6.8 En tout état de cause, les créanciers peuvent intenter une action contre la Société devant les tribunaux compétents en France dans un délai de deux ans à compter de la Date de Réalisation (articles R. 236-34, L. 236-15, L. 236-16 et L. 236-44 du code de commerce, applicables par renvoi de l'article L. 236-50 du même code).

6.9 Il est précisé que, à sa connaissance, la Société est à jour de ses obligations fiscales et de ses cotisations sociales.

7. EFFETS DE LA TRANSFORMATION SUR L'EMPLOI

7.1 La Société compte un (1) salarié permanent en France au 1^{er} janvier 2026. Aucun Comité Social et Economique (CSE) n'a été élu, de sorte qu'aucune procédure d'information et consultation sur le Projet de Transformation n'est requise au titre des articles L. 2312-8 et suivants du code du travail.

8. INFORMATIONS SUR LA PROCEDURE DE DETERMINATION DES DROITS DE PARTICIPATION

8.1 En droit français, la Société n'est soumise à aucune obligation de participation des salariés telle que définie à l'article L. 2351-6 du code du travail et par la directive (UE) 2019/2121 du 27 novembre 2019.

8.2 En conséquence, la Société n'est pas tenue de mettre en œuvre les procédures visées à l'article R. 236-40, 6^o du code de commerce, relatives aux droits de participation des salariés dans la Société sous forme de société anonyme luxembourgeoise.

9. OBSERVATIONS DES ACTIONNAIRES, CREANCIERS ET SALARIES

9.1 Les actionnaires, créanciers et salariés sont informés qu'ils peuvent envoyer à la Société leurs observations sur le Projet de Transformation jusqu'à cinq jours ouvrables avant la date de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur la Transformation.

9.2 Cette information sera communiquée dans un avis déposé au greffe du Tribunal des Activités Économiques de Paris, pour être annexé au registre du commerce et des sociétés, et publié au BODACC, conformément aux dispositions de l'article L. 236-35 du code de commerce.

10. REGIME FISCAL

10.1 Sous réserve de la réalisation effective du transfert du siège social et du lieu de direction effective de la Société de la France vers le Grand-Duché de Luxembourg à la Date de Réalisation et en partant de l'hypothèse qu'à compter de cette date la Société ne disposera plus en France d'aucun établissement stable, installation fixe d'affaires, représentant dépendant ou autre présence imposable de nature à y maintenir une assise fiscale, la Société reconnaît que la Transformation emportera, sur le plan fiscal, le transfert de sa résidence fiscale hors de France. En conséquence, la Société cessera, à compter de la Date de Réalisation, d'être passible en France de l'impôt sur les sociétés, sous réserve, le cas échéant, des seuls revenus ou gains qui demeureraient ultérieurement imposables en France en application de la loi fiscale française ou d'une convention fiscale applicable.

10.2. La Société reconnaît également que, du fait de l'absence d'établissement stable maintenu en France après la Date de Réalisation, le transfert du siège sera traité, pour les besoins de l'impôt français, comme emportant cessation d'activité en France et cessation de l'assujettissement de la Société à l'impôt sur les sociétés au titre de son activité exercée jusque-là sur le territoire français. À ce titre, la Société procédera à la détermination et, le cas échéant, à l'imposition immédiate en France de l'ensemble des

résultats d'exploitation non encore taxés à la Date de Réalisation, des bénéfices en sursis d'imposition, des provisions, réserves ou plus-values dont l'imposition deviendrait exigible du fait du transfert, ainsi que des plus-values latentes afférentes aux éléments d'actif qui cesseront d'être rattachés à une base imposable française du fait de l'opération, conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables.

- 10.4. Il est en outre convenu que tous impôts, droits, taxes, contributions, intérêts, pénalités et accessoires se rapportant à toute période antérieure à la Date de Réalisation, ou trouvant leur fait générateur dans des opérations réalisées jusqu'à cette date, demeureront à la charge de la Société, telle qu'elle existait avant le transfert, quand bien même leur mise en recouvrement ou leur paiement interviendrait postérieurement à la Date de Réalisation. Corrélativement, les obligations déclaratives et de paiement afférentes à la période courant jusqu'à la Date de Réalisation seront établies sur une base arrêtée à cette date et accomplies dans les délais légalement applicables.
- 10.5. À compter de la Date de Réalisation, la Société sera réputée, pour les besoins fiscaux, relever du régime applicable aux sociétés résidentes luxembourgeoises, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues par le droit luxembourgeois. Les Parties reconnaissent enfin que la présente clause constitue une stipulation descriptive des principales incidences fiscales de l'opération au regard de l'hypothèse d'absence d'établissement stable en France après le transfert et ne saurait ni neutraliser ni limiter l'application des dispositions impératives du droit fiscal français, luxembourgeois ou conventionnel.
- 10.6. Le transfert du siège statutaire et de direction effective de la Société de la France vers le Grand-Duché de Luxembourg n'entraîne pas l'exigibilité de droits d'enregistrement, conformément à l'article 808 A du Code général des impôts et aux commentaires administratifs applicables (BOI-ENR-AVS-20-30-20 n°340).
- 10.7. À compter de la Date de Réalisation, et sous réserve que le siège statutaire et le lieu de direction effective de la Société soient effectivement situés au Grand-Duché de Luxembourg, la Société sera réputée, pour les besoins fiscaux, résidente luxembourgeoise. À ce titre, elle sera passible, conformément au droit fiscal luxembourgeois, de l'impôt sur le revenu des collectivités, de l'impôt commercial communal, de l'impôt sur la fortune, ainsi que de tout autre impôt, droit ou taxe applicable, au titre des résultats et opérations réalisés à compter de cette date.
- 10.8. À la Date de Réalisation, la Société établira un bilan fiscal d'ouverture luxembourgeois, déterminant, conformément aux dispositions du droit fiscal luxembourgeois, les valeurs fiscales des actifs et des passifs transférés.

11. CONDITIONS SUSPENSIVES

- 11.1 La réalisation de la Transformation est soumise à la satisfaction ou, dans la mesure permise par la loi applicable, à la renonciation aux conditions suspensives suivantes :
 - (a) l'approbation par l'Assemblée Générale des résolutions relatives (i) à la Transformation, aux Statuts et à la dénomination sociale, à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés, et (ii) à la nomination du commissaire aux comptes telle que prévue à l'article 2.9.2 des présentes, et à la Délégation, à la majorité des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés ;
 - (b) l'obtention du certificat de conformité délivré par le greffe du Tribunal des Activités Économiques de Paris conformément aux articles L. 236-42, R. 236-29 et R. 236-30 du Code de commerce, applicables par renvoi de l'article L. 236-50 du même code ;
 - (c) la signature du Constat par le notaire luxembourgeois et la notariation par le notaire des Statuts tels qu'adoptés par l'Assemblée Générale ;

- (d) Absence de contestation ou rejet de la contestation du Prix de Sortie devant le Tribunal des Activités Économiques de Paris ;
- (e) la réalisation du Regroupement.

11.2 Les conditions suspensives énoncées à la clause 11.1 peuvent être levées en tout ou partie par le Conseil d'Administration à sa seule discrétion qui constatera leur réalisation ou leur levée, avec faculté de subdélégation au Président-Directeur Général.

11.3 Si la Transformation n'est pas réalisée au plus tard le 31 juillet 2026 (la « **Date Butoir** »), le Projet de Transformation sera considéré comme nul et non avenu, sauf si le Conseil d'Administration décide, à sa seule discrétion au plus tard à cette date, qu'il est dans l'intérêt de la Société de proroger cette Date Butoir.

12. DIVERS

12.1 Formalités

12.1.1 La Société accomplira, dans les délais légaux, toutes les formalités de publicité légale relatives à la Transformation.

12.1.2 La Société sera seule responsable de toutes les déclarations et formalités à accomplir auprès des autorités compétentes, le cas échéant.

12.1.3 De manière générale, la Société accomplira toutes les formalités nécessaires pour que la Transformation soit opposable aux tiers.

12.2 Frais

Tous les frais et honoraires liés à la Transformation, ainsi que tous les frais en résultant ou qui en sont la conséquence, sont à la charge de la Société.

12.3 Langue

En cas de divergence entre les versions française et anglaise du Projet de Transformation, la version française prévaudra.

12.4 Droit applicable – Jurisdiction compétente

Le présent Projet de Transformation est régi (i) par le droit français et soumis à la compétence des tribunaux français compétents pour toutes les étapes de la procédure de Transformation et les formalités accomplies en France, et (ii) par le droit luxembourgeois et les tribunaux compétents du Luxembourg pour les étapes de la procédure et les formalités accomplies au Grand-Duché de Luxembourg relatives à la réalisation de la Transformation et à l'approbation de la Transformation par le notaire luxembourgeois.

12.5 Signature électronique

12.5.1 Le présent Projet de Transformation est signé électroniquement par un signataire autorisé de la Société conformément aux articles 1366 et 1367 du Code civil.

12.5.2 La Société reconnaît expressément que :

- (a) le Projet de Transformation signé électroniquement constitue l'original du document ;

- (b) le Projet de Transformation signé électroniquement constitue une preuve au sens de l'article 1366 du code civil (ayant la même valeur probante qu'une signature manuscrite sur support papier et valablement opposable à la Société) ;
- (c) la signature électronique est réputée être une signature originale ; et
- (d) le Projet de Transformation pourra être produit comme preuve dans le cadre d'une procédure judiciaire en cas de litige.

12.5.3 En conséquence, la Société reconnaît que le Projet de Transformation signé électroniquement constitue une preuve valable de son contenu, de l'identité du signataire et de son consentement. La Société s'engage à ne pas contester la recevabilité, la force probante ou la valeur du Projet de Transformation signé électroniquement.

12.5.4 Conformément au quatrième alinéa de l'article 1375 du Code civil, le Projet de Transformation est établi en un seul original sous forme électronique, dont une copie est remise à la Société directement par DocuSign, qui assure la mise en œuvre du processus de signature électronique conformément aux dispositions de l'article 1367 du Code civil et du décret n° 2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique.

Le 2 avril 2026,

Signed by:

6F01FF03479746B...

Atari S.A.

Représentée par M. Wade J. Rosen

Président-Directeur Général

Annexe 1

Statuts de la Société après sa transformation en société anonyme de droit luxembourgeois

Article 1. Definitions.

In the interpretation of the articles of association, unless the context otherwise indicates, the following terms shall have the following meanings:

Addressees	shall have the meaning ascribed to such term in Article 11.6.
Affiliates	means, with respect to any Person, any other Person directly or indirectly Controlling, Controlled by or under common Control with such Person.
Applicable Law	means, with respect to any Person, all provisions of laws, statutes, ordinances, rules, regulations, permits, certificates, judgments, decisions, decrees or orders of any governmental authority applicable to such Person.
Articles	means these articles of association of the Company, as amended from time to time.
Authorised Capital	shall have the meaning ascribed to such term in Article 7.1.
Board of Directors	means the board of directors (<i>conseil d'administration</i>) of the Company.
Board of Directors Rules	means the internal corporate governance rules for the Board of Directors, as may be adopted by the Board of Directors from time to time, which shall contain rules in accordance with which the Board of Directors shall hold its meetings, including, but not limited to, the means of conduct of such meetings, any reserved matters and any specific rules of quorum and majority.
Business Day	means any day, other than a Saturday, Sunday or public holiday, on which banks are open for business in Luxembourg and Sweden.
Capital Contributions	shall have the meaning ascribed to such term in Article 6.3.
Chairperson	shall have the meaning ascribed to such term in Article 14.1
Company	shall have the meaning ascribed to such term in Article 2.1.
Conflict of Interest	shall have the meaning ascribed to such term in Article 18.1
Control	of a Person means the possession, directly or indirectly, of the power to direct or cause the direction of the management and policies of such Person, whether through the ownership of voting securities, by contract, or otherwise. Controlled, Controlling and under common

	Control with have correlative meanings. Without limiting the foregoing, a Person (the Controlled Person) shall be deemed Controlled by (a) any other Person (i) owning securities entitling such Person to cast fifty percent (50%) or more of the votes for election of directors or equivalent governing authority of the Controlled Person or (ii) entitled to be allocated or receive fifty percent (50%) or more of the profits, losses, or distributions of the Controlled Person; or (b) an officer, director, general partner, partner (other than a limited partner), manager, or member (other than a member having no management authority that is not a Person described in clause (a) above) of the Controlled Person.
Depositories	shall have the meaning ascribed to such term in Article 8.3.
Directors	shall have the meaning ascribed to such term in Article 13.2.
General Meeting	means the general meeting of the Shareholders, including the ordinary general meeting, the special general meeting and the extraordinary general meeting.
Law	means the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time.
Legal Entity	shall have the meaning ascribed to such term in Article 13.3.
Luxembourg	means the Grand Duchy of Luxembourg.
Ordinary Shares	means the ordinary shares of the Company with a nominal value of EUR 2.00 each, having the rights and obligations set forth in the Articles and Ordinary Share means any of them.
Ordinary Shareholders	means the holders of the Ordinary Shares from time to time.
Person	an individual, company, corporation, partnership (including a general partnership, limited partnership or limited liability partnership), limited liability company, association, trust or other entity, including a government, domestic or foreign, or political subdivision thereof, or an agency or instrumentality thereof.
Record Date	shall have the meaning ascribed to such term in Article 11.10.
Shareholders	means the holders of the Shares from time to time and Shareholder means any of them.
Share Premium	shall have the meaning ascribed to such term in Article 6.2.

Shares	means the Ordinary Shares or any other class of shares as may be issued in the share capital of the Company from time to time, depending on the context and as applicable, and Share means any of them.
Trading Day	means any day on which banks are not required or authorised to close in Luxembourg or Sweden.
Transfer	means the (i) sale of, offer to sell, entry into of a contract or agreement to sell, hypothecate, pledge, grant of any option, right, warrant or contract to purchase, exercise of any option to sell, purchase of any option or contract to sell, lending or other transfer or disposition of or agreement to transfer or dispose of, directly or indirectly, (ii) entry into any hedging, swap or other arrangement that transfers to another, in whole or in part, any of the economic consequences of ownership of any security, whether any such transaction is to be settled by delivery of such securities, in cash or otherwise, or (iii) public announcement of any intention to effect any transaction specified in subclause (i) or (ii).

Article 2. Name and Corporate Form.

- 2.1. The name of the Company is Atari S.A. (the “**Company**”).
- 2.2. The Company is a public limited liability company (*société anonyme*) governed by the present Articles, the Law and the relevant legislation.

Article 3. Corporate Object.

- 3.1. The corporate purpose of the Company shall be:
- the design, production, publishing, and distribution of all multimedia and audiovisual products and works, particularly for leisure purposes, in any form whatsoever, including software, data processing, and content — whether interactive or otherwise — on any medium and through any current or future means of communication;
 - the purchase, sale, supply, and more generally the distribution of all products and services related to the foregoing corporate purpose;
 - the creation, acquisition, exploitation, and management of intellectual and industrial property rights, or other rights in rem or personal rights, in particular through assignment, licensing, patents, trademarks, or other rights of use;
 - the acquisition, holding, management, development and disposal of participations and any interests, in Luxembourg and/or abroad, in any companies and/or enterprises in any form whatsoever. The Company may, in particular, acquire by subscription, purchase and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally, any securities and financial instruments issued by any public or private entity in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad and, in particular, but not limited to in entities active in the financial and/or technology sector. It may participate in the creation and control of any

company and/or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin.

3.2. The Company may borrow in any form. It may issue notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may lend funds, including, without limitation, resulting from any borrowings of the Company and/or from the issue of any equity or debt securities of any kind, to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies or entities it deems fit.

3.3. The Company may further guarantee, grant security in favour of or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company. The Company may further give guarantees, pledge, transfer or encumber or otherwise create security over some or all of its assets to guarantee its own obligations and those of any other company, and generally for its own benefit and that of any other company or person.

3.4. The Company may use any techniques and instruments to manage its investments efficiently and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.5. The Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out any commercial, financial or industrial operation (including, without limitation, transactions with respect to real estate or movable property) which may be useful or necessary to the accomplishment of its purpose or which are directly or indirectly related to its purpose. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

Article 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. It may be dissolved at any time by a resolution adopted by the General Meeting in the manner required for the amendment to the Articles. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more Shareholders.

Article 5. Registered Office.

Place and transfer of the registered office.

5.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the same municipality or to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the Board of Directors (in the latter case, the Board of Directors shall have the power to amend these Articles accordingly).

5.2. Where the Board of Directors determines that extraordinary political, military, economic, health or social developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Branches, subsidiaries or other offices.

5.3. The Board of Directors shall further have the right to set up branches, subsidiaries or other offices wherever it shall deem fit, either within or outside the Grand Duchy of Luxembourg.

Article 6. Share Capital.

Issued Share Capital.

6.1 The issued share capital of the Company is set at [*] Euros (EUR [*]) represented by [*] ([*]) Ordinary Shares, with a nominal value of two Euros (EUR 2.00) each, all of which are subscribed and fully paid-up.

Share Premium and Capital Contributions.

6.2 In addition to the issued share capital, premium accounts, into which any premium (the “**Share Premium**”) paid on any Share is transferred, may be set up. Decisions as to the use of the Share Premium account are to be taken by the General Meeting and/or the Board of Directors subject to the provisions of the Law and these Articles.

6.3 Special equity reserve accounts (as reflected in the Luxembourg standard chart of accounts under sub-section 115 named “contribution to equity capital without issue of securities”) connected to the Shares, into which any equity capital contributions not remunerated by securities (the “**Capital Contributions**”) are transferred, may be set up. Decisions as to the use of the Capital Contributions account are to be taken by the General Meeting and/or the Board of Directors subject to the provisions of the Law and these Articles.

6.4 For the avoidance of doubt, the Share Premium account and the Capital Contributions account may be used in order to pay up the Shares to be issued pursuant to Article 7.1.

Share capital increase and share capital reduction.

6.5 Without prejudice to Article 7, the issued share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for the amendment of the Articles or as otherwise set out by the Law.

6.6 The Company may proceed to the repurchase of its own Shares within the limits laid down by the Law and other Applicable Law.

6.7 The Company may acquire or redeem its own Shares in accordance with the provisions of the Law. It may hold the Shares so acquired or redeemed. As used in these Articles, “**Treasury Shares**” means Shares acquired or redeemed and held by the Company.

6.8 As long as any Shares are held in treasury, they do not yield dividends, do not entitle the holders to voting rights, and are not taken into account in the determination of the quorum and majority for General Meetings, including extraordinary General Meetings.

6.9 The Board of Directors is authorised to cancel the Treasury Shares and implement a decrease of the issued share capital as authorised by the foregoing provisions. If the Board of Directors makes use of this authority, the present Articles shall be amended accordingly.

Preferential subscription rights.

6.10 Subject to the provisions of the Law, any new Shares to be paid-up in cash shall be offered by preference to the existing Shareholders holding Shares within the relevant class in which the new Shares are being issued. Such preferential right of subscription shall be proportional to the fraction of the issued share capital represented by the Shares held by each Shareholder in the relevant class.

6.11 The right to subscribe to Shares may be exercised within a period determined by the Board of Directors, which unless Applicable Law provides otherwise, may not be less than fourteen (14) days from the date of publication of the offer in the *Recueil électronique des sociétés et associations* and in one newspaper published in the Grand Duchy of Luxembourg. The Board of Directors may decide (i)

that Shares corresponding to preferential subscription rights which remain unexercised at the end of the subscription period may be subscribed to by or placed with such person or persons as determined by the Board of Directors, or (ii) that such unexercised preferential rights may be exercised in priority in proportion to the issued share capital represented by their Shares, by the existing Shareholders who already exercised their rights in full during the preferential subscription period. In each such case, the terms of the subscription by or placement with such person or the subscription terms of the existing Shareholders shall be determined by the Board of Directors.

6.12 The preferential subscription right may be limited or excluded by a resolution of the General Meeting adopted in accordance with the Law and Article 11.32 or in connection with the issue of Shares pursuant to Article 7.

Article 7. Authorised Capital.

Authorisation of the Board of Directors to issue Shares and limits.

7.1. The authorised capital, excluding the issued share capital, is set at fifteen million Euros (EUR 15,000,000) (the “**Authorised Capital**”).

7.2. During a period of five (5) years from the date of conversion of the Company into a Luxembourg public limited liability company (*société anonyme*) or the date of any subsequent resolutions to create, renew or increase the Authorised Capital pursuant to this article, the Board of Directors is authorised to issue Shares (it being understood that the number of Shares to be issued shall not exceed a number being equal to the Authorised Capital divided by the par value of the Shares in issuance), to grant options or warrants to subscribe for Shares and to issue any other instruments (including but not limited to convertible bonds or notes) giving access to Shares within the limits of the Authorised Capital to such persons and on such terms as they shall see fit and specifically to proceed to such issue with removal or limitation of the preferential right to subscribe to the Shares, issued for the existing Shareholders, and it being understood, that any issuance of such instruments will reduce the available Authorised Capital accordingly. For the avoidance of doubt, (i) with respect to any warrants, bonds or notes issued by the Company, the five (5) year limit applies to the issuance thereof and it is understood that the exercise of such warrants, bonds or notes may occur after the expiration of the authorisation and (ii) any conversion of issued Shares (from one class to another class) shall not reduce the available Authorised Capital.

7.3. The Board of Directors is authorised to determine the number and classes of Shares to be issued, the conditions of any capital increase within the limits of the Authorised Capital including through contributions in cash or in kind, by means of a set off, by the incorporation of reserves, issue premiums or retained earnings, with or without the issue of new Shares, issue and the exercise or conversion, as the case may be, of warrants, bonds or notes, subordinated or non-subordinated bonds, convertible into or repayable by or exchangeable for Shares (whether provided in the terms at issue or subsequently provided), or following the issue of bonds or notes with warrants or other rights to subscribe for Shares attached, or through the issue of stand-alone warrants or any other instrument carrying an entitlement to, or the right to subscribe for, Shares.

7.4. The Board of Directors is authorised to set the subscription price, with or without issue premium, the date from which the Shares or other financial instruments will carry beneficial rights and, if applicable, the duration, amortisation, other rights (including early repayment), interest rates, conversion rates and exchange rates of the aforesaid financial instruments as well as all the other conditions and terms of such financial instruments including as to their subscription, issue and payment, for which the Board of Directors may make use of Article 420-23 paragraph 3 of the Law.

7.5. The Authorised Capital may be increased or reduced by a resolution of the extraordinary General Meeting adopted in the manner required for the amendment to the Articles.

7.6. The non-subscribed portion of the Authorised Capital may be drawn on by the exercise of conversion or subscription rights already conferred by the Company.

Term of the authorisation.

7.7. The authorisation of the Board of Directors to increase the issued share capital of the Company within the limits of the Authorised Capital in accordance with Article 7 is granted by the General Meeting for a period of five (5) years from the date of the conversion of the Company into a Luxembourg public limited liability company (*société anonyme*) or the date of any subsequent resolutions to create, renew or increase the Authorised Capital pursuant to this article.

7.8. The above authorisation may be renewed through a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for the amendment to the Articles and subject to the Law, each time for a period not exceeding five (5) years.

Authorisation to limit or exclude the preferential subscription rights.

7.9. The Board of Directors is authorised to limit or exclude the preferential subscription rights of existing Shareholders set out in the Law as reflected in Article 6.10 in connection with an issue of new Shares and under the authorisation set out in Articles 7.1 and 7.7.

Allocation of Shares to employees and corporate officers.

7.10. The Board of Directors is authorised subject to the Law and pre-determined performance criteria, to allocate existing Ordinary Shares or new Ordinary Shares issued under the Authorised Capital free of charge, by the incorporation of reserves or otherwise, to employees and officers of the Company (including members of the Board of Directors) or its Affiliates and to trustees which will hold the Ordinary Shares to satisfy awards, options or other similar instruments of such employees and officers of the Company or its Affiliates, as the case may be.

7.11. The terms and conditions (including, without limitation, any required minimum holding period and the adoption of any long-term incentive plan, deferred bonus plan, management share ownership plan or similar award plan) of such allocations are to be determined by the Board of Directors.

Recording of share capital increases.

7.12. When the Board of Directors has implemented an increase of the issued share capital as authorised by the foregoing provisions, the present Articles shall be amended accordingly.

7.13. The Board of Directors is expressly authorised to delegate to any natural or legal person to organise the market in subscription rights, accept subscriptions, conversions or exchanges, receive payment for the price of shares, bonds, subscription rights or other financial instruments, to have registered any increase of the issued share capital carried out as well as the corresponding amendments to the present Articles.

Article 8. Shares – Register of Shares – Transfer of Shares.

Form of the Shares.

8.1 The Shares are in registered form.

Register of Shares and Depositaries.

8.2 A register of Shares shall be kept at the registered office of the Company and may be examined by any Shareholder on request. This register shall contain all the information required by the Law. Ownership of Shares is established by registration in said share register.

8.3 Where the Shares are recorded in the share register on behalf of one or more persons in the name of a securities settlement system or the operator of such system or in the name of a

professional depository of securities (such systems, professionals or other depositories being referred to hereinafter as “Depositaries”), or of a sub-depository designated by one or more Depositaries, the Company – subject to having received from the Depository with whom those Shares are kept in account a confirmation in proper form – will permit those persons to exercise the rights attaching to the Shares, including admission to and voting at General Meetings, and shall consider those persons to be the holders of such Shares for purposes of Article 9 and following. The Board of Directors may determine the requirements with which such confirmations must comply.

8.4 Notwithstanding the foregoing, the Company will make payments for Shares recorded in the name of a Depository, by way of dividends or otherwise, in cash, shares or other assets, only into the hands of the Depository or sub-depository recorded in the share register or in accordance with their instructions, and that payment shall release the Company from any and all obligations for such payments.

8.5 For the purposes of identifying the holders of Shares, the Company may, at its expense, request from the Depositaries the name or the denomination, nationality, date of birth or date of incorporation and the address of the holders of the Shares in its books which immediately confers or may confer in the future voting rights at the Company's General Meetings, together with the quantity of Shares held by each of them and, where applicable, the restrictions the Shares may be subject to. The Depositaries shall provide the Company with the identification data on the holders of the securities accounts they have in their books and the number of Shares held by each of them. The same information on the holders of Shares shall be collected by the Company from the account keepers or other persons, whether from Luxembourg or abroad, who keep a securities account credited with the relevant Shares with the Depositaries.

Ownership and co-ownership of Shares.

8.6 Towards the Company, Shares are indivisible and the Company will recognise only one (1) holder per Share (except that the Company will recognise co-trustees in the case of a Share held on trust by more than one (1) holder). In case a Share is held by more than one (1) person (other than a Share held by co-trustees), the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share, except for relevant information rights, until one (1) person has been designated as sole owner in relation to the Company.

8.7 The Company may request the persons indicated on the lists given to it or identified pursuant to Article 8.5 above to confirm that they hold the Shares for their own account.

Transfer of Shares, and other securities of the Company.

8.8 Ordinary Shares are freely transferable in accordance with the provisions of the Law, the Articles and subject to complying with Applicable Law.

8.9 Where a shareholder acquires or disposes of shares, such shareholder shall notify the Board of the proportion of voting rights held by the shareholder as a result of the acquisition or disposal where that proportion reaches, exceeds or falls below the thresholds of 5 %, 10 %, 15 %, 20 %, 25 %, 30 %, 50 %, 66% and 75 % of the shares or voting rights. In case of failure of compliance with this notification requirement, the Board has the right to suspend the voting rights of the portion of the shares for which the shareholder has not made the notification.

Article 9. Powers of the General Meeting.

The Shareholders exercise their collective rights in the General Meeting. Any regularly constituted General Meeting shall represent the entire body of Shareholders. The General Meeting is vested with the powers expressly reserved to it by the Law and by these Articles.

Article 10. Annual General Meetings – Other Collective Decisions.

10.1. The annual General Meeting shall be held, in accordance with the Law, within six (6) months of the end of each financial year at the address of the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice of the General Meeting.

10.2. Other General Meetings, including special General Meetings and extraordinary General Meetings, may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the General Meeting.

Article 11. General Meetings – Convening Notices, Bureau, Shareholders' Rights, Quorum, Vote and Majority.

Convening notices.

11.1. The annual General Meeting will be held in accordance with provisions of Article 450-8 of the Law at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the convening notice and at such time as specified in the convening notice of the meeting. If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following Business Day.

11.2 The Board of Directors may convene other General Meetings, including special General Meetings and extraordinary General Meetings. Such meetings must be convened if holders of Shares representing at least ten percent (10%) of the Company's share capital so require in writing with an indication of the agenda of the upcoming meeting. If the General Meeting is not held within one (1) month of the scheduled date, it may be convened by an agent designated by the presiding judge of the Tribunal d'Arrondissement dealing with commercial matters and hearing interim relief matters, upon the request of one or more Shareholders representing the ten percent (10%) threshold.

General Meetings of Shareholders, including the annual General Meeting, may be held abroad if, in the discretion of the Board of Directors, circumstances of force majeure so require.

11.3 Subject to the provisions of Article 11.7, convening notices for every General Meeting shall be published at least fifteen (15) days before the date of the General Meeting in:

- (i) the Luxembourg Official Gazette (*Recueil Electronique des Sociétés et Associations*); and
- (ii) a Luxembourg newspaper.

11.4 In the event that the presence quorum required by the Law or these Articles to hold an extraordinary General Meeting is not met on the date of the first convened General Meeting, another extraordinary General Meeting may be convened in accordance with the Law.

11.5 The convening notice shall indicate precisely the date and location of the General Meeting and its proposed agenda and contain any other information required by Applicable Law.

11.6 The convening notice must be communicated on the date of publication of the convening notice to the registered Shareholders, the members of the Board of Directors and the independent auditor(s) (*réviseur(s) d'entreprises agréé(s)*) (the "**Addressees**"). This communication shall be sent by letter to the Addressees, unless the Addressees (or any one of them) have expressly and in writing agreed to receive communication by other means, in which case such Addressee(s) may receive the convening notice by such other means of communication.

11.7 If all Shareholders are present or represented at the General Meeting, and have waived any convening notice requirements, the General Meeting may be held without prior notice or publication.

11.8 The Board of Directors may determine other terms or set conditions that must be respected by a Shareholder to participate in any General Meeting and to vote (including, but not limited to, longer notice periods).

Right to participate in a General Meeting.

11.9 The right of a Shareholder to sell or otherwise transfer its Shares during the period between the Record Date and the General Meeting to which it applies are not subject to any restriction to which they are not subject to at other times.

11.10 The record date for any General Meeting on which any Shareholder who holds one or more Share(s) shall be admitted to the relevant General Meeting shall be set by the Board of Directors sufficiently in advance of the General Meeting (the "**Record Date**"). The Board shall provide instructions in the convening notice for the General Meeting on the voting of Shares held with a professional depository or sub-depository designated by such depository, should a holder of Shares wish to attend a General Meeting. In the event that the Shareholder votes through a voting or proxy form, such voting or proxy form has to be deposited with the Company or with any agent of the Company duly authorised to receive such voting or proxy forms as provided for in the convening notice no later than three (3) Business Days prior to the date of the General Meeting. The Board of Directors may set a shorter period for the submission of the proxy and voting form, provided such period may not be earlier than the Record Date indicated in the convening notice.

11.11 For each Shareholder who indicates its intention to participate in the General Meeting, the Company records its name or corporate denomination and address or registered office, the number of Shares held by it on the Record Date and a description of the documents establishing the holding of Shares on that date.

11.12 Proof of the qualification as a Shareholder may be subject only to such requirements as are necessary to ensure the identification of Shareholders and only to the extent that they are proportionate to achieving that objective.

11.13 The Board of Directors may adopt all other terms, regulations and rules or set conditions concerning the participation in General Meetings in the convening notice (including but not limited to longer notice periods) and the availability of access cards and proxy forms in order to enable Shareholders to exercise their right to vote.

Right to add items on the agenda of the General Meeting.

11.14 Shareholders individually or jointly representing at least ten per cent (10%) of the Company's issued share capital have the right to place items on the agenda of the General Meeting and have the right to submit draft resolutions for items included or to be included on the agenda.

11.15 Such requests must:

(i) be in writing and sent to the Company (by postal services or electronic means) to the address provided in the convening notice to the General Meeting and be accompanied by a justification or draft resolutions to be adopted in the General Meeting;

(ii) include the postal or electronic address at which the Company may acknowledge receipt of the requests; and

(iii) be received by the Company at least five (5) days before the date of the relevant General Meeting.

11.16 The Company shall acknowledge receipt of requests referred to above and publish a revised agenda including such additional items in accordance with Applicable Law.

Right to ask questions.

11.17 Every Shareholder shall during the General Meeting have the right to ask questions related to items on the agenda of the General Meeting. The Company shall answer questions put to it by Shareholders subject to measures which it may take to ensure the identification of Shareholders, the good order of General Meetings and their preparation as well as the protection of confidentiality and business interests of the Company.

11.18 The Company may provide one (1) overall answer to questions having the same content. Where the relevant information is available on the website of the Company in a question and answer format, the Company shall be deemed to have answered the questions asked by referring to the website.

11.19 As soon as the convening notice is published, Shareholders have the right to ask questions in writing regarding the items on the agenda. Shareholders wishing to exercise this right must submit their questions in writing, to the address indicated in the convening notice, to the Company so that they are received at least five (5) Business Days before the relevant General Meeting, along with a certificate proving that they are Shareholders at the Record Date.

Right to participate in a General Meeting by electronic means.

11.20 If provided for in the relevant convening notice, Shareholders may participate in a General Meeting by electronic means, ensuring, notably, any or all of the following forms of participation: (a) a real-time transmission of the General Meeting; (b) a real-time two-way communication enabling Shareholders to address the General Meeting from a remote location; and (c) a mechanism for casting votes, whether before or during the General Meeting, without the need to appoint a proxy who is physically present at the meeting. Any Shareholder who/which participates in a General Meeting through such means shall be deemed to be present at the place of the General Meeting for the purposes of the quorum and majority requirements. The use of electronic means allowing Shareholders to take part in a General Meeting may be subject only to such requirements as are necessary to ensure the identification of Shareholders and the security of the electronic communication, and only to the extent that they are proportionate to achieving that objective.

Right to participate in a General Meeting by proxy.

11.21 A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person, who need not be a Shareholder, as its proxy in writing by a signed document transmitted to the Company by mail, electronic mail or by any other means of written communication authorised by the Board of Directors. One (1) person may represent several or even all Shareholders.

Right to vote from a remote location by correspondence.

11.22 Each Shareholder may vote at a General Meeting through a signed voting form sent by post, electronic mail or any other means of communication authorised by the Board of Directors to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The Shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least (i) the name or corporate denomination of the Shareholder, his/her/its address or registered office, (ii) the number of votes the Shareholder intends to cast in the General Meeting, as well as the direction of his/her/its votes or his/her/its abstention, (iii) the form of the Shares held, (iv) the place, date and time of the meeting, (v) the agenda of the meeting, the proposals submitted to the resolution of the meeting as well as for each proposal three (3) boxes allowing the shareholder to vote in favor of or against the proposed resolution or to abstain from voting thereon by ticking the appropriate boxes, (vi) the period within which the form for voting from a remote location must be received by the Company and (vii) the Shareholder's signature.

11.23 Voting forms which, for a proposed resolution, do not show (i) a vote in favour of or (ii) a vote against the proposed resolution or (iii) an abstention are void with respect to such resolution.

11.24 In order to be taken into account, the voting bulletins must be received by the Company at least three (3) Business Days before the General Meeting, along with or, as the case may be, followed by the evidence of Shareholder status at the Record Date.

11.25 Once the voting forms are submitted to the Company, they can neither be retrieved nor cancelled. Any shareholder who participates in a General Meeting by the foregoing means shall be deemed to be present, shall be counted when determining a quorum and shall be entitled to vote on all agenda items of the General Meeting.

Bureau.

11.26 A board of the General Meeting (the “**Bureau**”) shall be formed at any General Meeting, composed of a chairperson, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the General Meeting and who do not need to be Shareholders nor members of the Board of Directors.

11.27 The Bureau shall ensure that the General Meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of Shareholders.

11.28 Without prejudice to any other power which he or she may have under the provisions of the Articles, the chairperson of the General Meeting may take such action as he or she thinks fit to promote the orderly conduct of the business of the meeting as specified in the notice of the General Meeting.

11.29 The Bureau may decide on a discretionary basis if the conditions to attend and act and vote at any General Meeting, either in person, by proxy or by correspondence, are fulfilled.

11.30 The members of the Board of Directors shall endeavour to attend General Meetings unless there are serious grounds preventing them from doing so.

Quorum, majority and vote.

11.31 Except as otherwise required by the Law or these Articles, resolutions at a General Meeting shall be adopted by a simple majority of the votes validly cast. Abstentions and nil votes shall not be taken into account for the calculation of the majority.

11.32 Any resolution whose purpose is to amend these Articles, to change the registered office of the Company or whose adoption is subject to the vote of an extraordinary General Meeting by virtue of these Articles or, as the case may be, the Law (including but not limited to a legal merger, division, partial division, liquidation, dissolution, etc) shall be subject to the vote of an extraordinary General Meeting.

11.33 An extraordinary General Meeting may only amend the Articles or resolve on the items laid down in Article 11.32, if a quorum of no less than fifty percent (50%) of the issued share capital is present or represented at the extraordinary General Meeting and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles, including the text of any proposed amendment to the Company's object or form.

11.34 If this quorum is not reached, a second extraordinary General Meeting shall be convened in accordance with the formalities foreseen in this Article 11 which may deliberate regardless of the quorum.

11.35 Resolutions at any extraordinary General Meeting shall be adopted by a majority of at least two-thirds of the votes validly cast.

11.36 For as long as the Company has different classes of Shares, and when the deliberations of the extraordinary General Meeting would be susceptible to modify the respective rights of such Share classes, the applicable quorum and majority requirements must be met in each of the Share classes.

11.37 An attendance list must be kept at any General Meeting.

Voting rights attached to the Shares.

11.38 Each Share is entitled to one (1) vote at General Meetings.

11.39 [Intentionally left blank].

11.40 A Shareholder may individually decide not to exercise, temporarily or permanently, all or part of its voting rights. The waiving Shareholder is bound by such a waiver and the waiver is mandatory for the Company upon notification to the latter. Voting rights that have been suspended and voting rights whose waiver has been notified to the Company in accordance with the Law, shall not be taken into account when calculating the quorum and majorities in General Meetings.

Adjourning of General Meetings.

11.41 The Board of Directors may adjourn any General Meeting already commenced, including any General Meeting convened in order to resolve on an amendment of the Articles, for a period of four (4) weeks. The Board of Directors must adjourn any General Meeting already commenced if so required by one or several Shareholders representing at least ten percent (10%) of the Company's issued share capital. By such an adjournment of a General Meeting already commenced, any resolution already adopted in such meeting will be cancelled. For the avoidance of doubt, once a meeting has been adjourned pursuant to the second sentence of this Article 11.41, the Board of Directors shall not be required to adjourn such meeting a second time.

Minutes of General Meetings.

11.42 The Bureau shall draw up minutes of the meeting which shall be signed by the members of the Bureau.

11.43 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairperson or by any two (2) members of the Board of Directors.

Article 12. Management and Powers of the Board of Directors.

12.1. The Company is managed by the Board of Directors in accordance with Articles 441-1 to 441-13 of the Law, unless otherwise provided in these Articles.

12.2. The Board of Directors shall have the most extensive powers to administer and manage the Company. All powers not expressly reserved to the General Meeting by the Law or the present Articles shall be within the competence of the Board of Directors.

Article 13. The Board of Directors.

Board of Directors Rules.

13.1. The Board of Directors may adopt Board of Directors Rules (i) governing its decision-making process and working methods and (ii) describing the duties, tasks, composition and procedures of the Board of Directors. The members of the Board of Directors shall be bound by the Board of Directors Rules, if any, with respect to the execution of their mandates as members of the Board of Directors.

Composition of the Board of Directors and term of office.

13.2. The Board of Directors must be composed of at least three (3) members (the "Directors").

13.3. Where a legal person (the “**Legal Entity**”) is appointed as a member of the Board of Directors, the Legal Entity must designate a natural person as permanent representative (*représentant permanent*) who will represent the Legal Entity in accordance with the Law. The relevant Legal Entity may only remove its permanent representative if it appoints a successor at the same time. An individual may only be a permanent representative of one (1) member of the Board of Directors and may not be himself a member of the Board of Directors at the same time.

13.4. The members of the Board of Directors shall be appointed for a term which may not exceed six (6) years. They shall be eligible for re-appointment for a term of not more than six (6) years. Any such term shall end upon the end of the annual General Meeting held in the financial year in which such term would end, unless specified otherwise in the resolution appointing such person.

Appointment and removal.

13.5. The members of the Board of Directors shall be appointed by the General Meeting at a simple majority of the votes validly cast, and subject to any regulatory approvals, where applicable.

A member of the Board of Directors may be dismissed without cause (*ad nutum*) and may be replaced at any time by the General Meeting.

Vacancies.

13.6. In the event of a vacancy in the office of a member of the Board of Directors because of death, legal incapacity, bankruptcy, resignation or otherwise, this vacancy may be filled on a temporary basis and for a period of time not exceeding the initial mandate of the replaced member of the Board of Directors by the remaining members of the Board of Directors by a simple majority of the votes validly cast until the next General Meeting, which shall resolve on the permanent appointment in compliance with Applicable Law.

Remuneration.

13.7. The remuneration of the members of the Board of Directors is determined by the General Meeting with due observance of any remuneration policy as submitted to the General Meeting from time to time.

Article 14. Meetings of the Board of Directors.

Chairperson.

14.1. The Board of Directors shall appoint a chairperson (the “**Chairperson**”) among its members.

14.2. The Chairperson will chair all meetings of the Board of Directors. In the absence of the Chairperson, the other members of the Board of Directors will appoint another member of the Board of Directors as chairperson *pro tempore* by a majority vote by those members of the Board of Directors present or represented at such meeting.

Procedure to convene a Board of Directors meeting.

14.3. The Board of Directors meets as often as the business and interests of the Company so require and at least every quarter.

14.4. The Board of Directors shall meet upon call by the Chairperson or any member of the Board of Directors at the place indicated in the convening notice.

14.5. Written meeting notice of the Board of Directors shall be sent to all the members of the Board of Directors at least forty-eight (48) hours in advance of the day and the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set

forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board of Directors. Convening notices may be sent by email to the members of the Board of Directors.

14.6. No such written meeting notice is required if all the members of the Board of Directors are present or represented during the meeting and if they state unanimously that they have been duly informed and have had full knowledge of the agenda of the meeting.

14.7. A member of the Board of Directors may waive the written meeting notice by giving his or her consent in writing. Copies of consents in writing that are transmitted by email may be accepted as evidence of such consents in writing at a meeting of the Board of Directors. Separate written notice shall not be required for meetings that are held at times and at places determined in a schedule previously adopted by a resolution of the Board of Directors; provided that all the members of the Board of Directors who were not present or represented at such meeting must be informed reasonably in advance of any such scheduled meeting.

Participation by conference call, video conference or similar means of communication.

14.8. Subject to the Board of Directors Rules, a meeting of the Board of Directors may be held by conference call, video conference or by similar means of communication whereby (i) the members of the Board of Directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the members of the Board of Directors can properly deliberate. Participation in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. All business transacted in this way by the members of the Board of Directors shall be deemed to be validly and effectively transacted at a Board of Directors meeting and to have been held at the place where the largest number of Directors is physically present, notwithstanding that fewer than the number of members (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

Quorum and majority requirements.

14.9. Subject to the Board of Directors Rules, the Board of Directors can deliberate or act validly only if at least a majority of the Directors are present or represented at a meeting of the Board of Directors.

Subject to the Board of Directors Rules, decisions shall be adopted by a majority vote of the Directors present or represented at such meeting.

Participation by proxy.

14.10. A member of the Board of Directors may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing another member of the Board of Directors as his or her proxy. A member of the Board of Directors may represent more than one member of the Board of Directors by proxy, under the condition however that (without prejudice to any quorum requirements) at least two (2) members of the Board of Directors are present at the meeting. Copies of written proxies that are transmitted by email may be accepted as evidence of such written proxies at a meeting of the Board of Directors.

Casting vote of the Chairperson.

14.11. In the case of a tied vote, the Chairperson or the chairperson *pro tempore* (in the absence of the Chairperson) shall have a casting vote.

Written resolutions.

14.12. Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board of Directors may also be passed in writing. Such resolution shall consist of one or more documents containing the resolutions, signed by

each member of the Board of Directors, manually or electronically by means of a wet-inked or a valid electronic signature. The date of such resolution shall be the date of the last signature.

Article 15. Minutes of Meetings of the Board of Directors.

15.1. The minutes of any meeting of the Board of Directors shall be kept by a secretary of the meeting appointed for that purpose. They shall be signed by the Chairperson or the chairperson *pro tempore* who chaired the meeting (in the absence of the Chairperson), or any two (2) members of the Board of Directors present at such meeting.

15.2. Copies or excerpts of minutes of the Board of Directors intended for use in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairperson or the chairperson *pro tempore* who chaired the meeting (in the absence of the Chairperson) or any two (2) members of the Board of Directors.

Article 16. Delegation of Powers.

16.1. Subject to the Board of Directors Rules, the Board of Directors may appoint one or more persons (*délégué à la gestion journalière*) who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters pertaining to the daily management (*gestion journalière*) and affairs of the Company. Such person(s) (i) may be a Shareholder or not and (ii) may be a member of the Board of Directors or not. In case more than one person is appointed as such, the Board of Directors may determine whether or not such persons form a collegiate body deliberating in conformity with rules determined by the Board of Directors.

16.2. The Board of Directors may appoint one or more persons for the purposes of performing specific functions at any level within the Company. Such person(s) (i) may be a Shareholder or not and (ii) may be a member of the Board of Directors or not.

16.3. Furthermore, the Board of Directors may establish committees or sub-committees in order to deal with specific tasks, to advise the Board of Directors or to make recommendations to the Board of Directors and/or, as the case may be, the General Meeting, the members of which may be selected either from among the members of the Board of Directors or not. The composition and the powers of such committees, the terms of the appointment, removal, remuneration and duration of the mandate of its/their members, as well as its/their rules of procedure are determined by the Board of Directors. The Board of Directors shall be in charge of the supervision of the activities of the committee(s). For the avoidance of doubt, such committees shall not constitute a management committee in the sense of Article 441-11 of the Law.

Article 17. Board of Directors – Binding Signatures.

17.1. Subject as provided by these Articles and the Board of Directors Rules, the Company shall be validly bound or represented towards third parties by (i) the sole signature of the Chairperson or (ii) the joint or sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the Board of Directors within the limits of such delegation.

17.2. Subject as provided by these Articles and the Board of Directors Rules, in respect of the daily management (*gestion journalière*) of the Company, the Company shall be validly bound or represented towards third parties by the sole signature of any person appointed to that effect in accordance with Article 16.1 or if more than one person is appointed and the Board of Directors has determined that such persons form a collegiate body, the joint signature of any two (2) members of such collegiate body appointed to that effect in accordance with Article 16.1.

Article 18. Conflict of Interest.

18.1. Save as otherwise provided by the Law, any Director who has, directly or indirectly, a financial interest conflicting with the interest of the Company in connection with a transaction falling within

the competence of the Board of Directors (a “**Conflict of Interest**”), must inform the Board of Directors of such Conflict of Interest and must have his or her declaration recorded in the minutes of the meeting of the Board of Directors. The relevant Director may not take part in the discussions relating to such transaction nor, in the case of a Director, vote on such transaction and he or she shall not be counted for the purposes of whether the quorum is present in which case the Board of Directors may validly deliberate if at least the majority of the non-conflicted Directors are present or represented. Any such Conflict of Interest must be reported to the next General Meeting prior to such meeting taking any resolution on any other item.

18.2. Subject to any stricter provisions set out in the Board of Directors Rules, as applicable, Article 18.1 does not apply to resolutions of the Board of Directors concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company and which are entered into on arm's-length terms.

18.3. For the avoidance of doubt, the Board of Directors Rules may specify additional rules and consent requirements applicable to (i) Conflicts of Interest and (ii) conflicts of interest between a member of the Board of Directors on the one hand and the Company on the other hand which do not qualify as a Conflict of Interest.

Insufficient quorum at the level of the Board of Directors.

18.4. Where, as a result of a Conflict of Interest, the number of members of the Board of Directors required by these Articles to decide and vote on the relevant matter is not reached, the Board of Directors may decide to refer the decision on that matter to the General Meeting.

Conflict of Interest at the level of the daily manager(s).

18.5. The daily manager(s) of the Company, if any, are subject to Articles 18.1 to 18.3 of these Articles provided that if only one (1) daily manager has been appointed and is in a situation of conflicting interests, the relevant decision shall be adopted by the Board of Directors.

Article 19. Indemnification.

19.1. The members of the Board of Directors shall not be held personally liable for the indebtedness or other obligations of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties. Subject to mandatory provisions of law, every person who is, or has been, a member of the Board of Directors or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him or her in connection with any claim, action, suit or proceeding in which he or she becomes involved as a party or otherwise by virtue of his or her being or having been such a director or officer and against amounts paid or incurred by him or her in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals), actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgments, amounts paid in settlement and other liabilities.

19.2. No indemnification shall be provided to any member of the Board of Directors or any officer of the Company (i) against any liability to the Company or its Shareholders by reason of wilful misconduct, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his or her office, (ii) with respect to any matter as to which he or she shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company or (iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction.

19.3. The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any member of the Board of Directors or any officer of the Company may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such member or officer and

shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect or limit any rights to indemnification to which corporate personnel, including members of the Board of Directors and officers of the Company, may be entitled by contract or otherwise under Applicable Law. The Company shall specifically be entitled to provide contractual indemnification (including board members, advisors and officers liability insurance) to any corporate personnel, including members of the Board of Directors, advisors or any officer of the Company, as the Company may decide upon from time to time.

19.4. Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article 19 shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the former or current officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he or she is not entitled to indemnification under this Article 19.

Article 20. Independent Auditor(s).

20.1. The operations of the Company shall be supervised by one or more independent auditor(s) (*réviseur(s) d'entreprises agréé(s)*) in accordance with Applicable Law.

20.2. The independent auditor(s) shall be appointed by the General Meeting, which will determine their number, their remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The independent auditor(s) shall be eligible for re-appointment.

20.3. The independent auditor(s) may only be removed by the General Meeting for cause or with its/their approval.

Article 21. Accounting Year.

The accounting year of the Company shall begin on April first (1st) and end on March thirty-first (31st) of each year.

Article 22. Annual Accounts.

Responsibility of the Board of Directors.

22.1. Each year, the Board of Directors must prepare an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with Applicable Law.

Availability of documents at the registered office.

22.2. At the latest thirty (30) days prior to the annual General Meeting, the annual accounts, the report(s) of the Board of Directors, the report of the independent auditor(s) and such other documents as may be required by Applicable Law shall be deposited at the registered office of the Company, where they will be available for inspection by the Shareholders during regular business hours.

Article 23. Allocation of Profits.

Legal Reserve.

23.1. From the annual net profits of the Company (if any), five percent (5%) shall be allocated to the reserve required by the Law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve is equal to or greater than ten per cent (10%) of the issued share capital of the Company, but shall again be compulsory if the legal reserve falls below ten per cent (10%) of the issued share capital of the Company.

23.2. Sums contributed to a reserve of the Company may also be allocated to the legal reserve.

23.3. In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

Allocation of results by the annual General Meeting.

23.4. Upon recommendation of the Board of Directors, the annual General Meeting shall determine how the remainder of the Company's net profits shall be used in accordance with the Law and these Articles.

23.5. In the event of distributions, each Share shall be entitled to receive the same amount per Share.

23.6. The payment of the dividends to a Depositary in relation to transactions on securities, dividends, interest, matured capital or other matured monies of securities or of other financial instruments being handled through the system of such Depositary discharges the Company. Said Depositary shall distribute these funds to his or her depositors according to the amount of securities or other financial instruments recorded in their name.

23.7. Dividends that have not been claimed within five (5) years after the date on which they became due and payable revert back to the Company.

Interim dividends – Share premium and assimilated premiums.

23.8. The Board of Directors may decide to declare and pay interim dividends out of the profits and reserves available for distribution, including Share Premium and Capital Contributions, under the conditions and within the limits laid down in the Law.

23.9. Notwithstanding the foregoing and subject to the Law, the Board of Directors may in particular make use of any sums contributed to the share premium to (i) redeem Shares in accordance with these Articles, and/or (ii) convert any amount thereof into share capital in order to issue shares upon the exercise of warrants issued by the Company, at the discretion of the Board of Directors and without reserving a preferential subscription right to existing Shareholders.

23.10. The Board of Directors may create a specific reserve in respect of the exercise or conversion as the case may be of any notes, bonds or warrants issued by the Company (the “Reserve”) and allocate and transfer sums contributed to the share premium and/or any other distributable reserve of the Company to such Reserve. The Board of Directors may, at any time, fully or partially convert amounts contributed to such Reserve to pay for the subscription price of any Ordinary Shares to be issued further to an exercise of warrants issued by the Company. The Board of Directors may further increase or decrease the amounts allocated to such reserve as it deems fit.

Payment of dividends.

23.11. Dividends may be declared or paid in cash in euro or any other currency chosen by the Board of Directors as well as in kind including by way of issuance of Shares and may be paid at such places and times as may be determined by the Board of Directors within the limits of any decision made by the General Meeting (if any).

Record date.

23.12. In the event that the General Meeting, or if applicable the Board of Directors, decides to make a distribution, including a dividend distribution (and in respect of the Board of Directors an interim dividend distribution), or to issue or otherwise issue or allot shares or other securities, the General Meeting or the Board of Directors, as the case may be, may fix any date, to the maximum extent permitted by Luxembourg law, as the record date for determining the Shareholders entitled to receive any such distribution, including any dividend distribution, share allotment or share issue.

Article 24. Dissolution and Liquidation.

Principles regarding the dissolution and the liquidation.

24.1. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the extraordinary General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles. In the event of the liquidation of the Company, the liquidation shall be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the extraordinary General Meeting deciding such liquidation. Such extraordinary General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s). Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company. The provisions of Article 18 apply to the liquidator(s). If the General Meeting fails to appoint a liquidator, the members of the Board of Directors then in office will, *vis-à-vis* third parties, be deemed to be the liquidators of the Company.

24.2. The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the Shareholders, *mutatis mutandis*, in accordance with Article 24.3.

Distribution of liquidation surplus.

24.3. Under the liquidation of the Company, the surplus assets of the Company available for distribution among Shareholders shall be distributed *pro rata* and *pari passu* to the Shareholders, by way of advance payments or after payment (or provisions, as the case may be) of the Company's liabilities.

Article 25. Applicable Law.

All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with Luxembourg law.